



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

1 fev 2022

N° 289

Prix: 15 gourdes

EDITORIAL

PLACE AUX REVENDICATIONS DE LA CLASSE OUVRIÈRE



Une série de mouvements de colère et de protestation a eu lieu depuis la reprise du travail au début de l'année 2022 dans plusieurs usines sur la zone industrielle. Témoins de l'exaspération de la classe ouvrière et de la dégradation de ses conditions de vie, ces escarmouches sont à encourager et à amplifier pour en faire des luttes véritables capables de faire reculer le patronat et les politiciens qui sont à son service.

Tout au début de l'année, sans doute remontés par la détérioration de leurs conditions de vie, de nombreux ouvriers ont prouvé qu'ils étaient prêts à en découdre avec les petits chefs, les sous-fifres des patrons ou les patrons eux-mêmes. Un petit coup de colère par-ci, un débrayage par-là, parfois plusieurs jours de grève ont eu lieu dans quelques entreprises. Les cas rapportés ci-dessous ne sont qu'une illustration et ne représentent pas l'ensemble de ces soubresauts qui agitent les travailleurs en ce moment.

Depuis le dimanche 31 janvier, les ouvriers de l'entreprise Valdor située à Tabarre occupent l'usine. Ils protestent contre la direction qui, sous prétexte d'avoir fait faillite, licencie tous les travailleurs sans un sou. En guise de caution, ils gardent un responsable avec eux à l'intérieur de l'usine. Chat échaudé craint l'eau froide. Ces ouvriers savent ce qu'il faut faire pour obtenir gain de cause. Ils sont sur la bonne voie.

Située sur la route de l'aéroport à l'entrée des « frères Simons », l'ancien tonton macoute Abraham dirige son entreprise d'une main de fer. Mais, au début du mois de janvier, les ouvriers ont quand même trouvé l'énergie de se mettre en grève. Pendant 3 jours, les salariés demandaient le paiement de leurs indemnités après la cession de l'entreprise à d'autres actionnaires. Les ouvriers ont mis à mal les tentatives du patron auprès de la Police ou des gangs armés du quartier pour les

intimider.

Aussi, au numéro 11-17 du parc Sonapi, MGA, les ouvriers d'un module, plus d'une centaine, ont observé un arrêt de travail pour protester contre la perte de la moitié de leurs revenus par la mise en place d'une nouvelle production. Ils réclament l'ajustement du quota de travail pour garder au moins le salaire qu'ils avaient avant.

À Caracol, dans le département du Nord-Est, le deuxième site industriel de « sous-traitance » après Sonapi à Port-au-Prince, tous les travailleurs se sont mis en grève les 21 et 22 janvier dernier. Ils demandaient une revalorisation de leur salaire. Surpris par l'ampleur du mouvement, certains patrons auraient concédé 100 gourdes comme ajustement. Les discussions continuent.

Au numéro 13 toujours au parc Sonapi, les ouvriers sont en lutte depuis le mardi 18 janvier dernier. Ils protestent pour réclamer le paiement des heures supplémentaires et du repos hebdomadaire du dimanche.

Les ouvriers ont raison de se mettre en lutte car l'amélioration de leurs conditions de travail et de leurs conditions de vie dépend de leur capacité à unir toutes ces luttes aujourd'hui éparses, à les rendre conscientes puis les transformer dans un véritable torrent de protestations qui leur permettra d'obtenir satisfaction à leurs revendications.■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ **Page 1**
- Place aux revendications de la classe ouvrière

Leur société

- ⇒ **Page 2**
- La situation économique : de mal en pis

Dans les entreprises

- ⇒ **Page 3**
- Centrai group S.A. 3 journées de grèves
 - Abraham : Les ouvriers exigent d'être dédommagés
 - Global Manufacturing Contractor, « GMC » : rester vigilants
 - MANUTECH : les ouvriers ont boudé la fête
- ⇒ **Page 4**
- Pour un ajustement réel du salaire minimum

Dans l'international

- ⇒ **Page 4**
- Ukraine : les brigands de l'OTAN et ceux de la Russie s'agitent

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

Voix des Travailleurs paraissant depuis 1986

Nous publions ci-dessous un condensé de la traduction française du texte en créole sur la situation économique du pays, lequel a été écrit début janvier 2022 à l’occasion de l’Assemblée générale des militants de l’OTR-UCI.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE : DE MAL EN PIS

Depuis plusieurs années, le pays connaît une crise économique et sociale qui s’aggrave chaque jour. La dégringolade de la gourde par rapport au dollar, l’inflation, la vie chère, la vague de licenciements dans de nombreuses entreprises, l’augmentation du chômage, les salaires de misère, etc. : tout cela pris ensemble est venu renforcer la crise économique pendant l’année 2021.

D’autres facteurs encore, comme le COVID-19, les troubles politiques, les conflits entre politiciens pour le pouvoir, le renforcement de la dictature des gangs, l’insécurité généralisée et les catastrophes naturelles, viennent aggraver la crise économique et enfoncer la classe ouvrière et la population pauvre en général dans une misère plus aigüe. Citons, par ailleurs, le tremblement de terre du 14 août dans le Grand Sud, l’explosion du camion-citerne au Cap, autres calamités qui se sont greffées sur la crise économique et sociale.

La bourgeoisie dispose d’amortisseurs pour adoucir les secousses dues à la crise qui ne l’empêche nullement de continuer à mener une vie luxueuse aux dépens des classes populaires qui pataugent de plus en plus dans la crasse et la misère. La classe ouvrière et la population pauvre, dépourvues de moyens pour satisfaire leurs besoins élémentaires, payent un lourd tribut dans leur chair et leurs os. La faim, la misère, les dettes, les maladies de toutes sortes, l’insécurité, le stress, sont le lot quotidien des travailleurs des villes et des campagnes.

La tuberculose, la malnutrition, l’hypertension, le diabète et toutes sortes d’infections sont les conséquences des mauvaises conditions de vie, de travail et des bas salaires. De nombreuses familles ne restent en vie que grâce à la débrouillardise de la population pauvre et aux transferts d’argent de la diaspora. Mais l’industrie du kidnapping appauvrit un grand nombre de familles ici et également dans la diaspora.

Les amortisseurs de la bourgeoisie

La bourgeoisie utilise plusieurs stratégies pour amortir le choc de la crise. Par exemple, l’hôtellerie et le tourisme sont l’un des secteurs les plus frappés par la crise. Les propriétaires d’hôtels – les grands comme les petits – se plaignent que leurs recettes baissent fortement. Ce n’est pas faux. De quelle manière le responsable d’un hôtel comme le Plaza gère-t-il la crise ? Il licencie la moitié de ses employés pour que la poignée qui reste fasse tout le travail. Il tronque aussi de moitié le salaire de ceux qui restent. Il a ainsi deux fois moins de payes à verser, et la masse salariale est divisée par 2, par 3 même. Voilà pour les hôtels et les grands restaurants.

La crise ne fait pas non plus trembler les banquiers

Ils continuent à empocher toujours plus de gains dans la spéculation et toutes sortes de transactions malhonnêtes. L’État, par l’entremise de la Banque centrale, leur vend des dollars à bon marché et eux, revendent leurs dollars à des taux très élevés en dehors des banques, sur le marché informel, engrangeant ainsi des profits astronomiques. Par ailleurs, leurs banques leur permettent de s’enrichir à travers de nombreuses autres opérations. Par exemple, c’est avec l’argent épargné par la population qu’ils prêtent à des riches comme eux et s’enrichissent des intérêts.

Les gros commerçants sont les principaux profiteurs de la crise

Ils ont l’habitude de pratiquer le marché noir à volonté sans avoir à fournir aucune explication. La conjoncture politique et la crise sanitaire leur fournissent des prétextes pour augmenter toujours plus le prix des marchandises dont la flambée pousse des pans entiers de la population dans une misère extrême. Les gros commerces et les banques sont les deux principaux secteurs qui aggravent la crise économique et sociale.

Quant aux patrons des usines, ils ne sont jamais perdants

Ils touchent l’argent des commandes en dollars, monnaie forte, et payent les travailleurs en gourdes dévalorisées. C’est là l’un des plus gros vols qu’ils réalisent sur le dos des ouvriers après l’exploitation de leur force de travail et leurs nombreuses méthodes de retenues sur les salaires déjà très bas.

L’an dernier, le journal *Le Nouvelliste* rapportait : *les usines de sous-traitance constituent le secteur économique qui fait entrer le plus de dollars dans le pays : un milliard de dollars*. La misère des travailleurs s’accroît pendant que les patrons s’enrichissent de la force de travail de ces derniers.

Pire encore, les patrons et leurs larbins au pouvoir mettent les travailleurs de la zone industrielle dans la situation de ne jamais pouvoir manquer une journée de travail, qu’il pleuve, qu’il tonne...

Les riches, main dans la main avec leurs laquais au gouvernement, gèrent bien la crise, dans leurs intérêts. Ainsi, c’est sur la classe ouvrière et la population pauvre que porte tout le poids de cette crise. Malgré la dévaluation de la gourde, malgré l’inflation, la vie chère permanente, le salaire minimum n’a fait l’objet d’aucune augmentation depuis deux ans. Les salaires ont totalement fondu.

À chaque fois que les prix des produits augmentent, le pouvoir d’achat de la classe ouvrière chute. C’est pourquoi une des revendications des travailleurs doit toujours être l’indexation des salaires sur le coût de la vie, ce que nous appelons « l’échelle mobile des salaires ». Cela signifie qu’à chaque fois que le coût de la vie est majoré, le salaire doit monter d’autant. C’est la seule façon pour la classe ouvrière de faire face à l’augmentation galopante du coût de la vie qui réduit les salaires en miettes.

Aujourd’hui, le salaire minimum est de 500 gourdes. Mais les patrons en prélèvent 20 % pour les différentes taxes. Il reste donc 400 gourdes. Souvenons-nous qu’en 1991, le

salaire minimum était de 28 gourdes, ce qui équivalait à 4 dollars américains. Aujourd’hui, les 400 gourdes restantes équivalent à 3 dollars et des poussières. Cela signifie qu’en 31 ans, de 1991 à 2021, le salaire minimum a baissé. Les ouvriers de 1991 touchaient plus d’argent que ceux d’aujourd’hui, malgré le passage de 28 gourdes à 500 gourdes. C’est révoltant !

D’ailleurs, beaucoup d’ouvriers se plaignent que le salaire qu’ils touchent ne suffit même pas à payer les transports et la nourriture de la journée.

L’abolition du salariat

Dans le cadre du système capitaliste, la question des salaires se résume à un gros vol, à une injustice criante. C’est l’une des plus grandes formes d’exploitation du système capitaliste, qui en est la base même. C’est pourquoi l’abolition du salariat est un point fondamental dans le projet de la construction d’une société communiste.

La crise économique et sociale est la conséquence directe du système capitaliste. Déraciner ce système inique, c’est la condition indispensable pour mettre un point final à l’exploitation, aux crises, aux bas salaires et aux calamités de toutes sortes, en vue de construire une autre société plus juste, plus humaine, plus fraternelle, une société communiste.

C’est marche par marche qu’on monte un escalier. C’est pareil pour le projet d’une société communiste. Chaque grève, chaque manifestation, chaque mobilisation, chaque lutte de la classe ouvrière, quelles que soient leur forme et leur durée, représente une marche de l’escalier, renforce la confiance de la classe ouvrière en elle-même, dans sa propre force. Autant d’entraînements, de préparations pour les grandes luttes à venir qui mèneront au déracinement du système capitaliste, au processus de construction d’une société sans propriété privée, sans exploitation et sans classe sociale.

La classe ouvrière est le moteur de ce changement radical. Elle sera l’ingénieur, l’architecte de la société communiste, malgré toutes les souffrances et calamités qu’elle endure. Car elle n’est pas seulement une classe souffrante, mais une classe révolutionnaire, une classe qui lutte. Elle a une longue histoire de luttes derrière elle et porte en elle seule le projet de construction de cette nouvelle société, seule perspective pour l’humanité. ■

8 janvier 2022

Annonce

Le 7 février prochain, à l’occasion de l’anniversaire du déshouquage de la dictature des Duvalier, les jeunes de la commune de Camp-Perrin (Sud) projettent de manifester pour exiger notamment la construction des écoles effondrées ou endommagées, des logements sociaux pour des familles sinistrées sans abri.

CENTRI GROUP SA:3 JOURNÉES DE GRÈVES

Du mardi 18 au jeudi 20 janvier 2022, les ouvriers du numéro 13 du parc Sonapi, Centrai group S.A. ont observé 3 journées de grèves pour revendiquer la rémunération du repos hebdomadaire et des heures supplémentaires.

Selon l’article 97 du code du travail, « Les heures supplémentaires fournies ainsi en excédent de la durée normale du travail seront payées avec une majoration de 50 pour cent. »

Selon l’article 107 du code du travail, « Tout le personnel occupé dans un établissement industriel ou commercial public ou privé doit, après une période de six jours consécutifs de travail au cours d'une semaine, bénéficier d'un repos hebdomadaire payé comprenant au minimum vingt-quatre heures consécutives, quel que soit le nombre d'heures fournies durant cette période »

Ces deux articles ne sont ni abrogés ni modifiés par la loi dite loi « trois huit »

adoptée au début du quinquennat de Jovenel Moïse. Pourtant c’est au nom de son application que la direction de l’usine Centri Group S.A. refuse depuis 2018 de payer aux travailleurs les heures supplémentaires et le repos hebdomadaire après 6 jours consécutifs de travail.

Après maintes réclamations, les ouvriers ont observé à partir du mardi 18 janvier dernier trois jours de grève pour réclamer leur argent auprès de la direction.

Ces journées ont été l’occasion pour les travailleurs de faire comprendre au patron qu’ils ne se laissent pas faire. Initiée mardi 19 janvier dernier par une section syndicale, la grève a eu l’approbation de tous les ouvriers.

Chaque jour, ils sont venus sur le lieu de travail, ont observé la grève et sont partis à la fin de la journée. À l’heure de la pause, aléatoirement, ils sont sortis par groupes afin de ne pas laisser l’usine vide.

Ainsi, ces 3 jours consécutifs ont constitué un avertissement pour la direction de ne pas continuer à voler les heures supplémentaires et le repos hebdomadaire.

Mais, le patron pour faire pression sur les travailleurs a licencié 43 ouvriers. Cette pratique est monnaie courante sur la zone industrielle. Les travailleurs doivent en prendre note pour stopper toute révocation dans le cadre de leur lutte et même après.■

ABRAHAM : LES OUVRIERS EXIGENT D’ÊTRE DÉDOMMAGÉS

Les ouvriers de chez Abraham ont débuté l’année 2022 par une grève. En effet, le patron a profité du congé de fin d’année pour changer le nom de l’usine. Ainsi, quand les travailleurs sont rentrés au début du mois de janvier ils ont constaté qu’ils étaient employés dans une autre entreprise avec à la clé un nouveau badge et même un nouveau contrat.

Changer l’entreprise de nom ou la vendre à un autre propriétaire sont des pratiques assez courantes. Mais cela est souvent effectué dans le mépris complet des droits des travailleurs. Les ouvriers de cette

usine le savent pour avoir été déjà victimes de l’escroquerie auparavant. Cette fois ils ont protesté ; ils ont demandé à être dédommagés.

La plupart des ouvriers travaillent chez Abraham depuis des années. Rien ne dit que leur ancienneté sera prise en compte par le nouveau propriétaire. D’ailleurs tout a été fait derrière leur dos, à leur insu.

Pendant plusieurs jours, ils ont été fermes dans leur volonté d’exiger leur dédommagement, les activités sont stoppées depuis. Méprisant, le patron a cherché à casser le mouvement. Il a fait intervenir la police pour faire pression sur les ouvriers, les faire rentrer

de force à l’intérieur de l’usine pour reprendre le travail. Les policiers ont pu le faire pour une minorité mais ne sont pas parvenus pas à leur imposer de travailler.

Constatant la faillite de la police face à la volonté des travailleurs, le patron a fait appel aux bandits de la zone. Ces derniers n’ont pas été non plus d’une grande aide, car ils ont compris que les travailleurs sont dans leurs droits.

Protester, faire la grève c’est la seule façon de se faire respecter et d’apprendre à défendre ses intérêts face au patron. Les travailleurs sont sur la bonne voie. ■

GLOBAL MANUFACTURING CONTRACTOR, «GMC»: RESTER VIGILANTS

Une rumeur insistante dans l’usine fait croire que le patron est en passe de la céder à une autre compagnie du nom de HANSAEE. C’est le silence du côté des responsables qui font tout pour garder les ouvriers dans l’ignorance de l’opération pour ne pas leur payer d’indemnités.

Ce ne serait pas la première fois que le patron de l’usine, Andy Apaid, essaie d’escroquer ses ouvriers. En 2015, des employés de l’entreprise ont été licenciés parce qu’ils avaient refusé de signer un nouveau contrat sous un autre label. C’est un filou, un bandit de grand chemin qui n’hésite jamais, dès que l’occasion se présente, à rançonner ses travailleurs pour augmenter les milliards qu’il possède déjà.

Dès la reprise du travail au début du mois de janvier dernier, les ouvriers ont

constaté un remue-ménage, un va-et-vient incessant dans l’usine. De nouvelles têtes procèdent à des inspections.

Un autre fait inquiétant a attiré l’attention des travailleurs. Andre Apaid fait pression pour qu’ils signent, en catimini, un contrat dans lequel il est stipulé que l’usine est en conformité avec la loi. Or le document est un tissu de mensonges, comme ce qui suit : l’usine a acquitté à l’OFATMA et à l’ONA, toutes les taxes que la direction a prélevées sur le salaire des ouvriers.

S’il est vrai que chaque mois tous ces prélèvements sont faits sur le salaire des travailleurs, en revanche dès qu’ils réclament le carnet et le badge de ces institutions, c’est une menace de révocation qu’ils reçoivent en retour.

C’est pour marquer leurs préoccupations face à cette perspective d’escroquerie que les ouvriers ont organisé une journée d’action dans l’usine le 12 janvier dernier. L’objectif était de se sensibiliser, de se mobiliser pour se préparer en vue de faire échec aux menées scandaleuses et révoltantes du patron.■

MANUTECH : LES OUVRIERS ONT BOUDÉ LA FÊTE

Chaque année, au mois de décembre, la direction de Manutech organise une fête à l’intention des employés et des ouvriers. Cette fois, ces derniers, dans leur grande majorité, ont brillé par leur absence à la grande surprise de la direction.

La fête a eu lieu le 24 décembre. La veille, les ouvriers ont reçu comme d’habitude le montant équivalent à leur « boni-congé ». Cette paye tant attendue a provoqué la colère des travailleurs parce que la direction – à travers la comptabilité – a volé une bonne partie de cet argent. C’est ainsi que les ouvriers ont manifesté leur mécontentement en boycottant la fête. Ce qui

n’a pas plu à la direction qui a dit regretter tout l’argent gaspillé pour tout préparer, entre autre le buffet.

Quelques dizaines de travailleurs se sont quand même présentés à la fête, espérant recevoir quelque chose en compensation de leur argent dérobé. C’était encore la déception : ils n’ont reçu comme cadeau qu’un pot en plastique et un almanach.

Mais le cynisme et la cupidité de la direction ne s’arrêtent pas là. En plus de la rétention sur la paye, ils ont aussi bafoué le droit au repos en demandant à un groupe d’ouvriers de venir travailler jusqu’au 31 décembre 2021 pour reprendre dès le 3 janvier 2022. Entre-temps, les patrons, eux, fêtent en famille, voyagent pour changer d’air et se ressourcer.■

POUR UN AJUSTEMENT RÉEL DU SALAIRE MINIMUM

Depuis 30 ans, la valeur réelle du salaire minimum a chuté et les conditions de vie des ouvriers se sont considérablement dégradées. De 1991 à 2021, si le salaire nominal a augmenté, en valeur réelle, le salaire minimum a toujours oscillé entre 2 et 5 dollars US. Aujourd’hui, le revenu net pour 9 heures par jour calculé en dollars est de 3,77 dollars. Un ajustement de la valeur réelle du salaire est plus qu’urgent !

Il y a 30 ans, en 1991, les ouvriers avaient obtenu 28 gourdes comme salaire minimum au terme d’un long combat. À l’époque, avec 7 gourdes pour un dollar US, les 28 gourdes correspondaient à 4 dollars.

Depuis 2019 le salaire minimum est évalué à cinq cents gourdes, un prix dix-huit fois plus que les 28 gourdes de 1991. Pour arriver à ces 500 gourdes en vigueur, les travailleurs ont dû mener d’âpres luttes contre le patronat, de 2009 à 2019. Cependant, avec l’inflation et la chute accélérée de la gourde par rapport au dollar, le salaire est vite ramené en valeur réelle

entre 2 et 4 dollars. Le prix en gourdes n’est qu’un subterfuge pour tromper la classe ouvrière.

Aujourd’hui, avec un taux de 110 gourdes pour un dollar, le salaire minimum équivaut à 4,50 dollar US. Mais les ouvriers reçoivent beaucoup moins. Car environ 20 % du salaire sont déduits sous forme de taxes et de prélèvements de toutes sortes.

Alors que les conditions de vie des travailleurs se dégradent depuis 30 ans, et qu’un travailleur est actuellement plus pauvre que celui qui vendait sa force de travail pour 28 gourdes en 1991, les bourgeois, eux, ont

énormément amassé. En effet, depuis 2019 le secteur de la sous-traitance a franchi la barre de 1 milliard de dollars de chiffre d’affaires, d’après le quotidien *Le Nouvelliste*.

Cette richesse découle des bas salaires, de l’exploitation à outrance de la force des travailleurs. Tant que l’économie est contrôlée par cette classe de rapaces, les ouvriers n’ont rien à espérer. Mais avec leurs luttes conscientes, ils peuvent imposer quelques revendications, comme l’ajustement réel du salaire minimum, son indexation au taux du jour et sur le coût de la vie.■

DANS L’INTERNATIONAL

UKRAINE : LES BRIGANDS DE L’OTAN ET CEUX DE LA RUSSIE S’AGITENT

C’est pour contrer l’adhésion de l’Ukraine à l’OTAN et l’élargissement de cette dernière vers des ex pays du bloc soviétique que le président de la Russie, Vladimir Poutine, menace d’envahir l’Ukraine. En réaction, le président des USA, Joe Biden et ses alliés promettent les pires sanctions économiques, voire de livrer bataille à la Russie si le chef du Kremlin passe de la parole aux actes.

Selon certains médias, environ 100.000 soldats russes sont déjà massés à la frontière de l’Ukraine. Les USA disent avoir placé en alerte 8500 hommes de troupe prêts à partir en Ukraine et dans les pays Baltes. Des moyens de défense et d’armes légères sont envoyés en Ukraine. L’Angleterre, la France, la Hollande, l’Espagne, tous membres de l’OTAN promettent d’envoyer des navires de guerre, des avions de chasse et des troupes pour appuyer l’OTAN à la périphérie de la Russie.

Fondée le 4 avril 1949, l’Organisation du Traité de l’Atlantique Nord, « OTAN », a toujours dirigé ses actions contre l’URSS et malgré la disparition de l’empire soviétique en 1991, l’OTAN n’a jamais cessé d’élargir ses influences en Europe de l’Est, dans le Caucase, en Asie Centrale, des régions que la Russie considère comme son arrière-cour, en intégrant 14 de ces pays en 1997.

Après la dislocation de l’URSS en 1991, les oligarques ukrainiens ont profité de l’occasion pour prendre leur distance avec la Russie en proclamant leur autonomie. Ils se sont tournés vers l’OTAN donc vers les dirigeants occidentaux pour mieux se protéger contre toute éventuelle agression russe, en demandant leur adhésion à l’OTAN en 2008. Ce que les dirigeants russes ont toujours toléré. Car l’adhésion de l’Ukraine à l’OTAN, c’est faire venir les soldats américains aux portes de la Russie.

Dans cette lutte géopolitique, les



intérêts des travailleurs et des masses populaires sont le cadet des soucis des belligérants. C’est presque avec l’accord de Washington que Vladimir Poutine a écrasé dans le sang un soulèvement ouvrier et populaire au Kazakhstan au début de l’année 2022 et dans le Caucase en 2021. C’est en divisant les peuples de la région par le nationalisme notamment que les dirigeants russes continuent d’amasser leurs richesses et d’asseoir leur pouvoir. Mais l’OTAN, bras armé de la bourgeoisie

occidentale avec les USA en tête, n’offre pas de meilleures possibilités aux peuples de l’Europe de l’Est, pas plus qu’ailleurs.

Devant le risque de se voir plonger dans un conflit armé de grande envergure pour le compte de leurs oppresseurs, les classes ouvrières et les masses populaires de l’Europe de l’Est, du Caucase, de la Russie et de l’Ukraine ont intérêt à faire valoir leur unité et leurs intérêts de classe.■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D’UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D’UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L’ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.